



JUILLET 2018

Que peut faire l'UE? Les risques de sécurité liés au climat en Irak et au Mali

Pendant plus d'une décennie, l'UE s'est montrée intéressée par l'atténuation des risques de sécurité liés au climat, mais cela s'est rarement traduit par des politiques efficaces. L'Irak et le Mali fournissent des exemples de la façon dont les missions, les politiques et les instruments financiers connexes de l'UE pourraient être adaptés pour tenir dûment compte du lien entre le climat et la sécurité. Il existe de nombreuses possibilités d'inclure ce lien dans les programmes en cours, ce qui renforcerait également d'autres objectifs de la politique étrangère de l'UE dans les domaines de la sécurité, de la migration, du développement et de l'adaptation au changement climatique. Comme plusieurs pays proches de l'UE sont très vulnérables à l'insécurité liée au climat, une approche plus explicite pour résoudre ce problème et des programmes de financement plus spécifiques sont essentiels.

Introduction :

Le 26 février 2018, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont adopté les «conclusions du Conseil sur la diplomatie climatique», qui mettent l'accent sur les implications du changement climatique pour la sécurité et sur la nécessité d'agir rapidement.¹ Avec ces conclusions, l'UE entreprend des mesures décisives sur le changement climatique et la sécurité – un sujet qui est à l'ordre du jour depuis plus d'une décennie. Le 22 juin 2018, Federica Mogherini, haute représentante et vice-présidente, accueillera l'événement de haut niveau «Climat, paix et sécurité: le temps

d'agir». L'événement abordera les risques et les effets déstabilisateurs du changement climatique et démontrera l'engagement de l'UE et de ses partenaires de transformer cette question en une action ambitieuse. Cette note de politique propose un aperçu succinct de la façon dont le lien entre la sécurité et le climat est apparu dans l'agenda politique de l'UE, sa pertinence dans deux cas de priorité politique – Irak et Mali – et comment les politiques et instruments d'action extérieure de l'UE pourraient aider à réduire les risques climatiques.

1 Commission européenne [CE]. (2018). Conclusions du Conseil sur la diplomatie climatique. <http://www.consilium.europa.eu/media/32953/st06125-en18.pdf> (consulté en avril 2018).

La route vers 2018: le leadership de l'UE en matière de sécurité climatique :

Après les États-Unis et l'ONU, l'UE a officiellement reconnu le changement climatique comme un risque pour la sécurité pour la première fois en 2008, après une instigation interne du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Néanmoins, pendant une dizaine d'années, il s'agissait plus d'une reconnaissance générique du changement climatique comme d'un risque de sécurité que d'un appel à l'action. Par conséquent, cette reconnaissance a eu très peu d'impact sur les politiques et les instruments de l'UE susceptibles de réduire ces risques.

En 2008, un rapport conjoint du Haut Représentant de l'UE, Solana, et de la Commission européenne a reconnu le changement climatique comme un «multiplicateur de menaces exacerbant les présentes tendances et tensions ainsi que l'instabilité».² La sécurité climatique a également été mentionnée dans le *Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité*.³ Un an plus tard, un rapport d'évaluation de progrès soulignait l'intention de l'UE de jouer un rôle d'être **un chef de file multilatéral sur ces questions** et de **renforcer leurs capacités à s'y dédier**.⁴ Depuis 2011, la sécurité climatique est une part intégrante de la diplomatie climatique de l'UE, ce qui a renforcé les aspects de la politique étrangère liés au changement climatique après l'échec du Sommet sur le climat de Copenhague de 2009. *La stratégie globale de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité*

de 2016 se réfère à plusieurs reprises aux implications du changement climatique pour la sécurité et appelle à les aborder via les politiques d'action extérieure de l'UE.⁵

Entre-temps, certains États membres de l'UE sont devenus plus actifs en soutenant et en faisant progresser les développements en matière de sécurité climatique en d'autres forums de politique telles que le Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU).⁶ Avec la résolution 2017 du Conseil de sécurité pour le Lac Tchad, la Déclaration présidentielle de 2018 sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ainsi que la résolution sur la Somalie au sein de laquelle le climat a été reconnu comme aggravant pour l'insécurité, des résultats conséquents ont été achevés.⁷ La Suède et les Pays-Bas insistent également pour que le nexus entre le climat et la sécurité soit institutionnalisé aux Nations Unies et y trouve une demeure permanente. Cette proposition est également soutenue par les nouveaux membres du Conseil de sécurité, la Belgique et l'Allemagne qui reprendront le flambeau à leur tour avec le support de la France, du Royaume-Uni, du Canada, des Maldives, de l'Éthiopie et autres.

L'événement de haut niveau de juin 2018 pourrait être le point de départ pour l'UE afin de prendre la direction du leadership en sécurité climatique, un domaine politique qui

2 S113/08, p. 2.

3 CE. (11 décembre 2008). Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité. S407 / 08. https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/reports/104630.pdf (consulté en avril 2018).

4 Conseil de l'UE. (25 novembre 2009). Rapport d'étape conjoint et recommandations de suivi sur le changement climatique et la sécurité internationale. <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=EN&f=ST%2016645%202009%20INIT> (consulté en avril 2018).

5 SEAE. (2016). Vision commune, action commune: une Europe plus forte, Une stratégie globale pour la politique étrangère et celle de sécurité de l'UE (Stratégie globale de l'UE). https://eeas.europa.eu/archives/docs/top_stories/pdf/eugs_review_web.pdf (consulté en avril 2018).

6 Nations Unies [ONU]. (9 mai 2017). L'UE est un partenaire "indispensable" de l'ONU, travaillant pour un ordre international fondé sur des règles, a déclaré le Conseil de sécurité. <https://news.un.org/en/story/2017/05/556932-eu-indispensable-un-partner-working-rules-based-international-order-security> (consulté en mai 2018).

7 Van Schaik, L., Sarris, S., Von Lossow, T. (2018). Combattre une menace existentielle: les petits États insulaires poussent pour adresser le changement climatique au sein du Conseil de sécurité. https://www.planetarysecurityinitiative.org/sites/default/files/2018-03/Schaik_Sarris_Lossow_PB_Fighting_an_existential_threat_fin.pdf (consulté en mai 2018).

fut auparavant dominé par les États-Unis. Afin de combler ce vide, l'UE se retrouve devant le défi de savoir comment ajuster ses politiques pour réduire concrètement les risques de sécurité émanant du changement climatique. Les cas de l'Irak et du Mali pourraient faire avancer ce programme, car ces deux pays connaissent présentement les vulnérabilités de transition d'une situation de conflit à une phase de rétablissement post-conflit. Ces deux nations sont également situées dans des régions très sensibles aux impacts du changement climatique. L'intégration de la dimension de sécurité liée au changement climatique dans l'action extérieure de l'UE devrait être priorisée puisque cela pourrait créer une différence conséquente et contribuer aux processus de stabilisation régionaux.

La sécurité climatique en Irak: la contribution (potentielle) de l'UE :

Les changements climatiques ont eu diverses conséquences pour l'Irak avec notamment des vagues de chaleur prolongées, des températures moyennes plus élevées et une diminution des précipitations. Parmi les effets les plus critiques nous retrouvons les différents défis liés à la gestion de l'eau qui englobe, par exemple, les infrastructures délabrées, les potentielles escalades de tensions entre l'Irak et la région du Kurdistan ainsi que la dégradation massive de la situation environnementale des marais dans le sud du pays.⁸ La question de l'eau a toujours été liée à la sécurité et à la stabilité en Irak. Dans le passé, l'eau avait déjà été instrumentalisée à plusieurs reprises à des fins politiques. Dernièrement, elle a joué un rôle pour le recrutement djihadiste de l'État islamique (EI)⁹ et a également été

turné en arme et moyen de coercition lors des récents conflits violents.¹⁰ La crise hydraulique iraquienne diminue la production alimentaire¹¹, menace l'approvisionnement en électricité et contribue à empirer les fluxes migratoires¹², une somme de conséquences qui constituent des menaces réelles et ce spécialement dans la présente réalité post-confliktuelle iraquienne.

Les politiques de l'UE en Irak ne portent qu'une attention sporadique à l'impact du changement climatique & de l'eau sur la sécurité et le développement. La mission consultative de l'UE qui appuie la réforme du secteur de la sécurité (**EUAM Iraq**), dotée d'un budget de 14 millions d'euros jusqu'en octobre 2018¹³, a pour mandat de contribuer à la mise en place de la *Stratégie Iraquienne de Sécurité Nationale* et de définir les menaces les plus éminentes pour la sécurité nationale.^{14,15} Ce document énumère explicitement la raréfaction de l'eau et la récurrence des catastrophes naturelles comme les défis liés aux conséquences du changement climatique.¹⁶ Avec son soutien à la mise en œuvre de ce plan, l'UE a une réelle opportunité d'engager des actions concrètes envers la sécurité climatique de

8 Von Lossow, T. (2018): Au-delà des infrastructures: les défis de l'eau en Irak.

9 Schwartzstein, P. (2017). Le changement climatique et les problèmes d'eau ont contribué aux actions de recrutement d'ISIS en Irak. <https://news.nationalgeographic.com/2017/11/climate-change-drought-drove-isis-terrorist-recruiting-iraq/> (consulté en avril 2018).

10 Von Lossow, T. (2016). La renaissance de l'eau en tant qu'arme: l'EI en Syrie et en Irak. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03932729.2016.1213063>.

11 IAUIRAQ. (2012). Le changement climatique en Irak. Accédé en mai 2018 à <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Climate%20change%20In%20Iraq%20Fact%20sheet%20-%20English.pdf>.

12 Missirian, A., Schlenker, W. (2017). Les demandes d'asile répondent aux fluctuations de température. <http://science.sciencemag.org/content/358/6370/1610.full> (consulté en mai 2018).

13 SEAE. (2017). Politique de sécurité et de défense commune EUAM Iraq. https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/factsheet_euam_iraq.pdf.

14 *Idem*.

15 SEAE. (2017). L'UE lance une nouvelle mission de sécurité en Irak. https://eeas.europa.eu/delegations/iraq/33992/eu-launches-new-security-mission-iraq_en (consulté en mai 2018)

16 Shareef, H. (21 mars 2016). Exposé sur la stratégie de sécurité nationale de la République d'Iraq, p. 7. <http://stabilizationandtransition.org/pdfs/IST-1459338696.pdf> (consulté en juin 2018)

L'Irak, il n'est cependant peu évident si ce potentiel d'actions sera exploité. La mission EUAM Iraq travaille en étroite coordination avec la Coalition mondiale contre Daech ainsi qu'avec l'OTAN, qui est active en Irak depuis 2015, fournissant formation et assistance.¹⁷

L'instrument de l'UE contribuant aux **Fonds Stabilité et Paix (IcSP)** finançant, avec un budget de 7,5 millions d'euros, des projets dirigés vers la présente réforme du secteur de la sécurité et les droits de l'homme en Irak ne couvre toujours pas les questions de changement climatique. En théorie, les projets liés à la sécurité climatique peuvent toujours rechercher du financement via certaine composante du IcSP gérée par EuropeAid (DG Devco), mais en pratique, seulement un projet a été développé: une analyse de risque liés à la sécurité climatique n'ayant aucun liens concrets avec la situation iraquienne.

L'aide au développement de l'UE

pour l'Irak s'élevait à environ 185 millions d'euros entre 2014 et 2017 et s'articule principalement en quatre axes : la saine gouvernance, la stabilisation territoriale et institutionnelle, l'éducation primaire et secondaire ainsi que le développement de projets d'énergie durable. Cette dernière facette du développement contribue certes à l'atténuation des impacts du changement climatique, mais n'adressent guère les risques immédiats découlant de ces impacts puisqu'ils sont causés par les émissions mondiales, dont les émissions irakiennes ne sont qu'une fraction. Après la défaite annoncée de Daesh en Décembre 2017¹⁸, l'UE a formulée et communiquée une stratégie européenne pour l'Irak.¹⁹ Cette stratégie définit six domaines clés, dont l'un est axé sur le lancement d'un dialogue formel

sur les migrations. En ce contexte, l'UE a la possibilité d'intégrer formellement et de souligner l'impact du changement climatique sur la migration.

L'Irak a reçu 107,5 millions d'euros du **Fonds Fiduciaire Régional de l'UE en Réponse à la Crise Syrienne**.²⁰ Établis en 2014, ce fonds aide l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la Turquie et les Balkans occidentaux à répondre aux besoins économiques, sociaux et éducatifs à long terme des réfugiés et des personnes déplacées. Ces fonds ont également été utilisés pour la réhabilitation des infrastructures d'irrigation – une réponse appropriée à l'adaptation climatique dans la région.²¹ Dans la mesure où ces projets ont contribué à réduire les tensions et ont été suffisants pour relever les énormes défis liés à l'eau et à la réduction de la capacité de production alimentaire, ils peuvent être considérés comme des actions d'adaptation au changement climatique qui contribuent également aux objectifs européens de migration et de sécurité.

De plus, l'Irak a reçu près de 370 millions d'euros **d'aide humanitaire** de la part de l'UE entre 2014 et 2017.²² La fiche nationale d'information de l'UE-Irak ne mentionne pas spécifiquement le changement climatique, mais énumère plutôt l'assistance humanitaire élémentaire liée aux facteurs en lien avec climat, tels que la disponibilité de l'eau et de la nourriture.²³ En effet, l'aide humanitaire de l'UE se concentre sur l'assistance directes pour les individus les plus touchés par les conflits – en leur fournissant des moyens de subsistance essentiels, notamment de l'eau et de la nourriture.²⁴ Grâce à son programme de réduction des risques de catastrophe

17 OTAN. (2018). Relations avec l'Irak. https://www.nato.int/cps/su/natohq/topics_88247.htm (Consulté en mai 2018).

18 England, A. (2017). Iraq announces defeat of Isis. <https://www.ft.com/content/d6636416-dcf3-11e7-a8a4-0a1e63a52f9c> (accédé en mai 2018).

19 FAC. (22 January 2018). Conclusion du Conseil pour l'Irak. <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2017/06/19/conclusions-iraq/> (accédé en mai 2018)

20 DG DG-NEAR. (n.d.) Fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne. https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/countries/syria/madad_en (consulté en mai 2018).

21 SEAE. (2018). Relations UE-Irak: la réponse de l'UE à la crise irakienne.

22 Idem.

23 DG DG ECHO. (2018). Aide humanitaire en Irak. https://ec.europa.eu/echo/printpdf/where/middleeast/iraq_en (consulté en mai 2018).

24 Idem.

(RRC), l'UE a la possibilité d'améliorer la préparation à la pénurie d'eau et aux catastrophes naturelles affectant l'Iraq.

Les politiques et instruments d'assistance pour l'Iraq indiquent que les impacts du changement climatique sur l'eau et la sécurité alimentaire, et par extension la stabilité du pays en général, ne sont pas encore mis de l'avant. Mais dans certains cas, il est possible de renforcer directement la sécurité climatique, notamment sous la forme de mesures d'adaptation; D'autres secteurs politiques pourraient fournir indirectement des mesures d'actions pour la sécurité climatique : les politiques liées à l'eau, celle de l'alimentation, du développement et de la migration, entre autres.

La sécurité climatique au Mali: la contribution (potentielle) de l'UE

Au Mali, le changement climatique affecte la situation sécuritaire due à son impact sur l'accessibilité des ressources naturelles.²⁵ Cela accélère les pressions sur la disponibilité de l'eau et des terres et entrave la productivité agricole.²⁶ L'accès aux ressources hydrauliques, la compétition pour la possession des terres et les flux migratoires jouent également un rôle.²⁷ En outre, un lien a été établi entre le recrutement par des groupes armés radicaux, les migrations et les risques de conflits.²⁸ Les conflits entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires qui

se font concurrence pour les pâturages dans le nord et le centre, par exemple dans les régions de Ségou et de Mopti, sont particulièrement préoccupants.²⁹ Dans ce contexte, le CSNU a reconnu que les changements climatiques peuvent avoir des effets néfastes sur la stabilité dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.³⁰

La stratégie 2016 de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel (Stratégie du Sahel) rapporte que la sécurité et le développement sont inextricablement liés au Sahel et que les changements climatiques sont l'un des principaux défis de la région.³¹ En ce sens, la stratégie fixe des objectifs pluriannuels pour l'UE dans la région se concentrant sur les questions cruciales comme la résolution des conflits, la primauté du droit et la lutte contre la radicalisation. Ces facteurs sont reconnus sans être reliés à la raréfaction des ressources hydrauliques et foncières qui sont particulièrement affectées par les changements climatiques.

La stratégie pour le Sahel est harmonisée avec les principaux points de discussion entre **l'UE et le G5 Sahel**. Lors de la première réunion de haut niveau en 2015, convoquée par la Haute Représentante / Vice-Présidente Mogherini, le changement climatique était à l'ordre du jour aux côtés de la sécurité, de la criminalité, des migrations et des préoccupations humanitaires.³² Cette

25 Mitra, S. (2017). Terrain Fertile au Mali pour les Conflits: Changement Climatique et pressions sur les ressources. Note de politique de PSI.

26 Kalkavan, B. (2017). Changement climatique, inégalité et Conflit. Note de politique de l'PSI.

27 Ursu, A. (2018). Trouver la justice dans l'insécurité: des initiatives politiques pour renforcer les systèmes de justice coutumière et atténuer les conflits au Mali central. Note de politique de PSI.

28 Walch, C. (2017). Terrain fertile? Changement climatique et djihadisme au Mali. <http://www.thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-Mali/Fertile-Ground-Climate-Change-and-Jihadism-in-Mali> (consulté en avril 2018).

29 Ursu, A.E. (2018). Sous menace: les autorités traditionnelles assiégées au centre du Mali. Unité de recherche sur les conflits. Institut Clingendael.

30 ONU. (30 janvier 2018). La déclaration présidentielle du Conseil de sécurité de l'ONU exprime de sérieuses préoccupations quant à la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest, au Sahel. <https://www.un.org/press/en/2018/sc13189.doc.htm> (consulté en avril 2018).

31 SEAE. (2016). Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel. https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/strategy_for_security_and_development_in_the_sahel_en_0.pdf (consulté en mai 2018).

32 SEAE. (2017). La fiche d'information UE et Sahel. https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/4099/The%2020European%20Union%20and%20the%20Sahel%20fact%20sheet (consulté en mai 2018).

réunion a débouché sur le Plan d'Action Régional de l'UE pour le Sahel (PAR), le cadre de mise en œuvre de la stratégie pour le Sahel. Le PAR relève de la responsabilité du **Représentant Spécial de l'UE pour le Sahel (RSUE)**, Angel Losada. L'une des principales tâches de Losada est de continuer à sensibiliser les acteurs concernés aux défis liés à la situation du bassin du lac Tchad en ce qui concerne les conséquences du changement climatique dans la région, qui sont de plus en plus visibles.³³ De par son analyse contextuelle, le PAR souligne la nécessité d'aborder la vulnérabilité climatique sous-jacente à la situation actuelle et de renforcer la résilience locale aux futurs chocs climatiques et sécuritaires par des interventions couvrant notamment la protection sociale, la sécurité alimentaire, l'alimentation et les moyens de subsistance.³⁴ Le PAR réalise que les chocs climatiques peuvent nuire à la stabilisation et à la sécurité, mais lors de la mise en action des dispositions du PAR, le lien entre le nexus du climat et la sécurité n'a pas été souligné ouvertement. La plupart de leurs projets se concentrent sur les mouvements migratoires, les opportunités d'emploi agricole en zones rurales et la lutte contre la radicalisation; la reconnaissance des zones particulièrement vulnérables aux impacts climatiques sont absentes et ignorent la nécessité de prendre en compte la raréfaction des ressources naturelles, notamment alimentaires et hydriques causée par les changements climatiques.

L'UE a deux missions de sécurité et de défense au Mali, la mission de **Formation Civile et Militaire de l'UE au Mali (EUTM)**, opérationnelle depuis 2013, et la mission de **Développement des Capacités**

Étatiques de l'UE au Mali (EUCAP)

mise en place en 2015. Actuellement, ces missions ne tiennent pas compte du nexus climat-sécurité au sein de leurs opérations. Ils coopèrent étroitement avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), mais celle-ci reste limitée au domaine de la sécurité traditionnelle et n'intègre pas l'analyse des impacts du changement climatique dans ses activités. Le G5 Sahel, à l'opposé, semble être l'acteur de sécurité le plus proactif dans ce sens. Mettant l'emphase sur la stabilité régionale, cette mission aborde explicitement l'urgence d'adresser et d'atténuer «les besoins de sécurité alimentaire et nutritionnelle, la saine gestion des ressources en eau, les conséquences du changement climatique sur le pastoralisme».³⁵

Selon le **Programme Indicatif National de l'UE pour le Mali (PIN)**³⁶, 615 millions d'euros sont alloués pour la période 2014-2020 provenant du **Fonds européen de développement (FED)**.³⁷ Les fonds du PIN sont répartis en cinq catégories: la réforme de l'État et la consolidation de l'état de droit; le développement rural et la sécurité alimentaire; l'éducation; le transport et les infrastructures; et le soutien aux organisations internationales et à la société civile. Dans le cadre du développement rural et de la sécurité alimentaire, le NIP prévient que les effets néfastes du changement climatique, de la hausse des prix alimentaires et des problèmes de sécurité créent une situation alarmante au Mali.

L'UE soutient également des dialogues nationaux inclusifs pour définir les **Priorités Nationales** en matière de résilience pour **l'Alliance Mondiale pour la Résilience**

33 Secrétaire général de la Commission européenne. (3 janvier 2017). Rapport annuel sur le plan d'action régional pour le Sahel, p. 10. <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-5009-2017-INIT/en/pdf> (consulté en mai 2018).

34 Secrétariat général du Conseil. (20 avril 2015). Conclusions du Conseil sur le plan d'action régional pour le Sahel 2015-2020, p. 7. <http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2015/04/20/council-conclusions-sahel-regional-plan/> (consulté en mai 2018).

35 *Idem*.

36 Commission européenne. (2015). Programme indicatif national (PIN) pour le Mali. https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/pin-mali-fed11-2014_fr.pdf.

37 DG DG-DEVCO. (2018). Fonds européen de développement (FED). https://ec.europa.eu/europeaid/funding/funding-instruments-programming/funding-instruments/european-development-fund_en (consulté en mai 2018).

(NRP-AGIR).³⁸ L'Alliance, composée du Burkina Faso, du Tchad, du Mali et du Niger, avec la Mauritanie et le Sénégal dont l'adhésion est en cours de validation, vise à renforcer la résilience aux crises nutritionnelles et alimentaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel.³⁹ L'objectif du NRP-AGIR Mali est de s'attaquer aux causes profondes de cette insécurité alimentaire et nutritionnelle induite par «la pression démographique, le changement climatique et exacerbée par la crise politique de 2011-2012».⁴⁰ La reconnaissance des effets des changements climatiques comme un facteur sous-jacent dans le PNR-AGIR du Mali est un signal fort que les actions extérieures de l'UE adresse les questions de sécurité climatique.

Pour les politiques migratoires, l'UE a créé le **Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE pour l'Afrique (EUTF)** en novembre 2015 lors du Sommet de La Valette. L'EUTF s'attèle à adresser les causes de l'instabilité régionale, des fluxes de migration irréguliers et des déplacements forcés afin de contribuer à une meilleure gestion des questions migratoires. Ces actions sont en complément des instruments existants au sein des politiques des affaires étrangères de l'UE, comme le PARSEC Mopti-Gao au Mali, qui vise à s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées tout en se dédiant à prévenir migration, contrebande et la traite des êtres humains.⁴¹ L'EUTF compte actuellement dix projets au Mali avec un budget de 186,57 millions d'euros, dont environ un tiers est consacré au renforcement de la

résilience incluant la sécurité alimentaire et environnementale.⁴² Les autres priorités sont la poursuite d'une bonne gouvernance, la prévention des conflits futurs, la création d'opportunités économiques et d'emploi et l'amélioration de la gestion des migrations.

L'UE a alloué près de 200 millions d'euros **d'aide humanitaire** au Mali depuis 2012 pour répondre aux besoins immédiats liés à la mortalité infantile élevée, à la malnutrition sévère et à la situation des réfugiés maliens dans les pays voisins.⁴³ En outre, l'Instrument Contribuant à Stabilité et à la Paix (IcSP) finance un projet de gestion de crise à court terme de 5 millions d'euros.⁴⁴ Alors que la consolidation de la paix n'en est encore qu'à ses débuts, le Mali continue d'avoir besoin de financements ad hoc et à court terme pour répondre à ses besoins immédiats.

En résumé, le cas du Mali démontre l'importance associée à la reconnaissance du nexus de sécurité-climat et conséquemment offre de nombreuses possibilités d'intégrer celui-ci au sein des interventions politiques notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire au Mali. Alors que les politiques de développement et de migration ont connu un ajustement conséquent, les efforts de consolidation centrés sur la paix durable et l'aide humanitaire requièrent toujours une reconnaissance explicite du lien entre la sécurité climatique et la stabilité régionale.

Mettre le cap sur «le temps d'agir» pour la politique de sécurité climatique de l'UE

En cette note de politique, nous avons abordé les présentes politiques d'action extérieure de l'UE en Irak et au Mali, la manière dont elles reconnaissent et/ou

38 Rapport annuel sur le PAR Sahel, p. 12. https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/pin-mali-fed11-2014_fr.pdf (consulté en mai 2018).

39 CE DG-ECHO (n.d.) AGIR (Initiative de l'Alliance mondiale pour la résilience). https://ec.europa.eu/echo/quoi/humanitaire-aide/resilience/sahel-agir_fr (consulté en mai 2018).

40 https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/mali_case_study.pdf.

41 CE. (2018). Fonds d'affectation spéciale d'urgence de l'UE pour l'Afrique [EUTF]. https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/eu_emergency_trust_fund_for_africa_07-05-2018.pdf (consulté en mai 2018).

42 CE. (n.d.). EUTF Mali. <https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/sahel-lac-tchad/mali> (consulté en mai 2018).

43 DG DG ECHO (2018). Aide humanitaire au Mali. https://ec.europa.eu/echo/printpdf/where/africa/mali_en (consulté en mai 2018).

44 EC. Carte IcSP. <https://icspmap.eu/> (consulté en mai 2018).

envisagent déjà le lien entre le climat et la sécurité ainsi que les modalités selon lesquelles elles pourraient être exploitées à bon escient. Jusqu'à présent, la relation entre le climat et la sécurité a été reconnue, mais davantage pourrait être fait pour ajuster les processus et politiques afin d'accroître ceux-ci en pertinences.⁴⁵ Plus spécifiquement, les actions suivantes pourraient être considérées:

- Financer des analyses et des projets sur les risques liés à la sécurité climatique via l'IcSP afin de sensibiliser davantage aux risques de sécurité liés au climat les décideurs publics. De telles analyses des risques et stratégies de gestion de risque pourraient également faire partie d'un groupe de travail Méditerranée-MENA sur la sécurité climatique.
- Sensibiliser le public à la sécurité climatique dans le cadre du PAR et instaurer celle-ci en permanence à l'ordre du jour des réunions entre l'UE et le G5 Sahel. Pour cette région, il est clair que le changement climatique est intimement lié à d'autres phénomènes tels que la migration, la radicalisation et les conflits.
- Investir auprès d'actions politiques contribuant à la sécurité alimentaire, à l'amélioration de la gestion des ressources hydriques et à une meilleure utilisation des terres – ces actions devront être opérées façon à considérer les réalités conflictuelles et en tenant compte de la dimension du climat-sécurité. Par exemple, de telles actions ne devraient pas favoriser un groupe par rapport à un autre mais elles devraient plutôt prêter attention aux griefs existants tout en tenant compte des changements climatiques futurs.
- Élargir la stratégie de l'UE sur l'Irak en mettant l'accent sur la pénurie d'eau et le renforcement de la résilience afin de prévenir ou de réduire la possibilité que

les impacts du changement climatique atteignent un niveau critique ou élevé. Cela serait conforme à la stratégie de sécurité nationale de l'Iraq. Les impacts connexes aggravés par le changement climatique, tels que la réduction de la production alimentaire et d'électricité, doivent également être abordés rapidement et conséquemment.

- Souligner plus explicitement le lien entre climat et sécurité pour le Fonds Fiduciaire Régional de l'UE en réponse à la Crise Syrienne et pour le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE pour l'Afrique – ce qui alignerait ces initiatives sur la stratégie mondiale de 2016 de l'UE. Ces instruments reconnaissent tous deux les défis en lien avec les phénomènes migratoires et dû aux changements climatiques au Moyen-Orient et en Afrique. Cela nous présentent une fenêtre d'opportunité pour aborder concrètement les effets du changement climatique.
- Intégrer davantage les initiatives de sécurité climatique au sein des politiques et opérations humanitaires de l'UE. Plus précisément, l'UE pourrait cibler des objectifs de sécurité climatique via son programme de réduction des risques de catastrophe (RRC). Actuellement, 9% des fonds d'aide humanitaire de l'UE sont consacrés au programme de réduction des risques de catastrophe, mais les impacts du changement climatique s'amplifiant, il est peu probable que cela suffise.⁴⁶
- Accorder une plus grande attention aux impacts climatiques au sein des analyses de risques stratégiques et envers les efforts axés sur la consolidation de la paix, en particulier dans les contextes fragiles tels que l'Irak et le Mali. À ce jour, les missions de l'UE ne semblent pas pleinement conscientes de la pertinence du lien entre le climat et la sécurité pour le pays dans lequel elles sont basées.

45 Voir aussi Shiloh Fetzek et Louise van Schaik, 2018, Responsabilité de l'Europe de se préparer: gérer les risques de sécurité climatique dans un monde en évolution, le Centre pour le climat et la sécurité, en partenariat avec Planetary Security Initiative et l'Institut néerlandais des relations internationales Clingendael.

46 https://ec.europa.eu/echo/what/humanitarian-aid/risk-reduction_en.


À propos de la Planetary Security Initiative

L'objectif de la Planetary Security Initiative est d'aider à sensibiliser, à approfondir les connaissances et à mettre au point et promouvoir des politiques et des bonnes pratiques pour aider les gouvernements, le secteur privé et les institutions internationales à mieux assurer la paix et la coopération dans ces temps de changement climatique et de problèmes environnementaux mondiaux. L'Initiative a été lancée par le ministère néerlandais des Affaires étrangères en 2015 et est dirigée actuellement par un consortium de centres de réflexion incontournables avec à leur tête le Clingendael Institute.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

 @PlanSecu

 The Planetary Security Initiative

 The Planetary Security Initiative

E-mail: psi@clingendael.org

Site Internet: www.planetarysecurityinitiative.org

À propos de l'auteurs

Louise van Schaik est responsable de l'unité du développement durable et du changement climatique et chercheur principal à l'Institut Clingendael. Elle est également chef par intérim pour l'UE au sein de l'Unité mondiale. Elle est également professeur invité au Collège d'Europe à Bruges.

Stefano Sarris est un ancien stagiaire à la Planetary Security Initiative, basée à l'Institut Clingendael.

Tobias von Lossow est chercheur à l'Institut Clingendael.

Anca-Elena Ursu est une assistante de recherche au sein de l'Unité de recherche sur les conflits de l'Institut Clingendael.